SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 3 MARS 1863.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1863.

(Voir les N^{os} 18 et 45 de la Chambre des Représentants, et le N^o 25 du Sénat).

Présents : MM. le Marquis de RODES, Vice-Président ; LAUWERS, Duc d'URSEL, le Baron de TORNACO, MICHIELS-LOOS, F. VERGAUWEN et T'KINT DE NAEYER, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le budget du Département des Affaires étrangères s'élève, pour l'exercice 1863, à la somme de fr. 2,987,787. Aux termes de l'article 2 du Projet de Loi, ce chiffre pourra être augmenté éventuellement, par voie de transfert, des fonds qui, à la clôture de l'exercice 1862, resteront disponibles sur les sommes reportées des exercices antérieurs pour être employées, à titre d'encouragement de la navigation entre la Belgique et les ports étrangers.

Les allocations comprises dans ce budget présentent, comparativement à celles de l'année dernière, une diminution de fr. 569,015 67.

Cette différence résulte, en grande partie, de ce qu'il n'est plus demandé de crédits pour la construction d'un bateau à vapeur destiné au service postal et d'un steamer pour le service du pilotage.

Le traitement des fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères a été augmenté de 145,826 francs pour l'ensemble du personnel.

Toutefois, la moitié seulement de l'augmentation, soit 71,913 francs, est allouée pour l'exercice 1863.

En analysant les divers articles du budget, nous présenterons les observations qui s'y rapportent.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. Traitement du Ministre fr. 21,000 »
Adopté.

ART. 2. Traitement du personnel et des bureaux. fr. 152,605 »
Adopté.

Le crédit demandé présente une augmentation de fr. 11,847; il est basé non sur le *maximum*, mais sur le taux moyen des futurs traitements.

Un certain nombre d'emplois sont supprimés et plusieurs services, analogues par leur nature et aujourd'hui séparés, sont réunis dans les mêmes mains. Sans cette double circonstance, l'augmentation de crédit eût été plus considérable.

ART. 3. Matériel fr. 37,600 »
Adopté.

ART. 4. Achat de décorations de l'Ordre de Léopold. 10,000 »
Adopté.

D'après le relevé des décorations décernées tant à l'intérieur qu'à l'étranger, M. le Ministre des Affaires Étrangères a donné l'assurance que le crédit porté au Budget ne sera pas dépassé.

CHAPITRE II.

TRAITEMENT DES CHEFS DE MISSION, DES CONSEILLERS OU SECRÉTAIRES
ET FRAIS DE CHANCELLERIE.

ART. 5. Autriche fr. 49,750 »
Adopté.

ART. 6. Confédération Germanique 36,750 »
Adopté.

ART. 7. France 55,500 »
Adopté.

ART. 8. Grande-Bretagne 68,000 »
Adopté.

ART. 9. Italie 55,250 »

ART. 10. Pays-Bas 44,750 »

ART. 11. Prusse 44,750 »

ART. 12. Russie 68,000 »

ART. 13. Brésil 21,000 »

ART. 14. Danemark, Suède et Norwége. 18,500 »

ART. 15. Espagne 21,000 »

ART. 16. États-Unis 21,000 »

ART. 17. Portugal. 18,500 »

ART. 18. Turquie. 41,500 »
Adoptés.

Les articles 5 à 19 présentent une augmentation de 29,250 francs. D'après les explications qui ont été données à la Chambre des Représentants par M. le Ministre des Affaires Étrangères, les augmentations s'élèvent, en général, à environ 10 p. c.; quelques chiffres cependant restent inférieurs à cette proportion, mais d'autres la dépassent d'une manière assez sensible.

L'ensemble des traitements des chefs de mission (non compris les frais de chancellerie) et des conseillers ou secrétaires, est, pour 1862, de 502,000 fr. Il sera, pour 1864, de 553,500 francs, soit 11 1/2 p. c. d'augmentation.

ART 19. Indemnités à quelques secrétaires et attachés de légation fr. 17,000 »

Adopté.

Ce chiffre a été porté de 14,000 francs à 17,000 francs, pour arriver, l'année prochaine à 20,000 francs.

CHAPITRE III.

CONSULATS.

ART. 20. Traitement des agents consulaires et indemnités à quelques agents non rétribués fr. 164,000 »

Adopté.

L'augmentation proposée de 4,000 francs sera principalement affectée à améliorer la position de nos consuls généraux à Smyrne et à Tanger. D'un autre côté le Gouvernement a jugé convenable d'accorder une indemnité annuelle au consul général à Londres qui ne jouit d'aucun traitement. Le crédit sera porté, en 1864, à 172,000 francs; ce qui constituera une augmentation de 12,000 francs sur le chiffre de l'exercice 1862.

CHAPITRE IV.

FRAIS DE VOYAGE.

ART. 21. Frais de voyage des agents du service extérieur et de l'administration centrale, frais de courriers, estafettes, courses diverses . . . fr. 70,500 »

Adopté.

CHAPITRE V.

DÉPENSES DIVERSES RELATIVES AUX LÉGATIONS ET AUX CONSULATS.

ART. 22. Perception des droits de chancellerie et bureau de la librairie, à Paris fr. 5,740 »

Adopté. — L'augmentation est de 500 francs.

ART. 23. Frais divers 360 »

Adopté.

ART. 24. Indemnités pour un drogman et autres employés dans les résidences d'Orient fr. 10,380 »

Adopté.

ART. 25. Frais de correspondance de l'administration centrale avec les agences, ainsi que les agences entr'elles; secours provisoires à des Belges indigents; achat et entretien de pavillons, écussons, timbres, cachets; achat, de publications nationales et étrangères; achat copie et traduction de documents; abonnement aux journaux et écrits périodiques étrangers; frais extraordinaires et accidentels fr. 79,120

Adopté.

Ce crédit a été augmenté d'une somme de 4,000 francs, qui servira, conformément à un vœu émis au sein du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, à indemniser nos agents consulaires, en général, des dépenses qu'ils peuvent être contraints de faire dans un but d'humanité ou dans les cas de force majeure, et dont le remboursement ne pourrait être obtenu soit des intéressés, soit des communes.

CHAPITRE VI.

MISSIONS EXTRAORDINAIRES, TRAITEMENTS D'INACTIVITÉ ET DÉPENSES IMPRÉVUES NON LIBELLÉES AU BUDGET.

ART. 26. Missions extraordinaires, traitements d'inactivité et dépenses imprévues non libellées au Budget. fr.	47,000 »
Adopté.	

CHAPITRE VII.

COMMERCE. — NAVIGATION. — PÊCHE.

ART. 27. — École de navigation. Personnel. fr.	48,720 »
Augmentation fr. 660.	
ART. 28. — École de navigation. Frais divers	8,080 »
ART. 29. — Chambre de commerce.	12,500 »
ART. 30. — Frais divers et encouragements au commerce. fr.	48,800 »
Adoptés.	

Une partie du crédit mentionné à l'art. 30 a été spécialement allouée sous le titre de bourses de voyage.

Un arrêté royal et un arrêté ministériel des 19 et 25 février 1862, ont réglé cet objet.

Une première bourse a été accordée à un élève de l'Institut supérieur d'Anvers et une deuxième bourse a été promise à un autre élève du même Institut.

L'emploi restreint qui a été fait des bourses de voyage, autorise à croire que cette institution, qui pourrait être si utile, est encore peu connue. Nos diverses branches de commerce et d'industrie ont cependant intérêt à ce qu'elle reçoive un sérieux développement.

La Commission pense que le concours des chambres de Commerce pourrait être utilement réclamé dans ce but.

ART. 31. Encouragement de la navigation à vapeur entre les ports belges et les ports étrangers. (Pour mémoire. Voir l'art. 2 de la loi.)	
ART. 32. Service de navigation à vapeur entre Anvers et le Levant; remboursement des droits de tonnage, de pilotage, de phares et fanaux (crédit non limitatif). fr.	20,276 »
Adopté.	
ART. 33. Pêche maritime, personnel fr.	7,722 50
Augmentation fr. 172 50.	
Adopté.	

La Commission croit devoir appeler l'attention du Gouvernement sur l'utilité qu'il y aurait à réviser la législation de la pêche. Les anciens règlements étant tombés en désuétude, il n'existe plus aucune espèce de police sur notre littoral, et la petite pêche côtière, semble, par suite menacée d'une destruction complète. Il y aurait à prolonger cette situation, une incurie qui contrasterait avec les utiles encouragements que l'on donne à la pisciculture.

ART. 34. Subsidés aux caisses de prévoyance des pêcheurs; encouragements à la pêche maritime et à l'éducation pratique des marins. fr. 82,050 »

L'allocation proposée était de 87,050 francs, elle a été réduite par la Chambre des Représentants au chiffre ci-dessus de 82,050 francs, en vue d'arriver à la suppression graduelle de la prime.

CHAPITRE VIII.

MARINE.

Paquebots à vapeur entre Ostende et Douvres.

ART. 35. Personnel fr. 179,357 50

Adopté.

L'augmentation demandée pour 1863 est de fr. 6,162-50; pareille somme sera proposée pour 1864.

M. le Ministre a demandé cette augmentation en diminuant de la même somme l'art. 45, *matériel* des divers services, dans le but de pouvoir payer le personnel entier du cinquième bateau nécessaire pour le service des malles-postes.

Le bateau en ce moment en construction, et pour lequel la Chambre a alloué, au budget de 1862, le crédit nécessaire, sera achevé dans le courant de 1863.

Bateaux à vapeur entre Anvers et la Tête-de-Flandre.

ART. 56. Personnel fr. 25,494 »

Augmentation fr. 953.

Adopté.

Pilotage, phares et fanaux, feu flottant et service de remorque.

ART. 37. Traitement fr. 225,583 50

ART. 38. Remises aux pilotes et aux receveurs des droits de pilotage et des droits de fanal (crédit non limitatif) fr. 258,000 »

Adopté.

La différence de fr. 37,293-50 qui existe entre ce crédit et celui voté en 1862, provient, d'une part, de l'augmentation afférente aux traitements, et de l'autre, de l'organisation de la station de Nieupoort, ainsi que de l'amélioration du pilotage d'Ostende.

ART. 59. — Remboursement de droits à l'administration néerlandaise, aux termes de l'art. 50 du règlement du 20 mai 1843; restitutions de droits; pertes par suite de fluctuations du change, sur les sommes à payer à Flessingue (crédit non limitatif). fr. 13,500 »

Sauvetage.

ART. 40. Personnel fr. 14,860 »

Police maritime.

ART. 41. Traitement fr. 33,117 »

ART. 42. Primes et remises (crédit non limitatif) . 4,000 »

Constructions et réparations maritimes.

ART. 43. Personnel fr. 30,843 50

Services spéciaux.

ART. 44. Personnel chargé de services spéciaux, en disponibilité, en non-activité, et non encore remplacé. fr. 51,116 »

Adopté.

Les art. 40 à 43 présentent des augmentations jusqu'à concurrence d'une somme de fr. 4,354-50.

La note préliminaire du Budget donne à cet égard des explications détaillées.

Dépenses relatives aux divers services de la marine. Crédits extraordinaires.

ART. 45. Dépenses diverses. Charges ordinaires. fr. 481,614 »
— — — extraordinaires. 308,300 »

Les développements du budget justifient la nécessité de ce crédit et l'utilité des dépenses auxquelles il doit pourvoir.

CHAPITRE IX.

PENSIONS ET SECOURS.

ART. 46. Premier terme des pensions à accorder éventuellement fr. 2,300 »

ART. 47. Secours à des fonctionnaires, employés et marins, à leurs veuves ou enfants qui, sans avoir droit à la pension, ont des titres à l'obtention d'un secours, à raison de leur position malheureuse. . 2,000 »

Adopté.

En résumé, Messieurs, la Commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du Budget des Affaires étrangères.

Le Président,
Marquis DE RODES.

Le Rapporteur.
TKINT DE NAEYER.